

Les pays rappelés à l'ordre par l'initiative de transparence du secteur pétrolier et minier

POUR PUBLICATION IMMEDIATE

Berlin, le vendredi 16 avril 2010

CONTACT:

Joseph Williams, +44 7775 751 170
jwilliams@publishwhatyoupay.org

Le Conseil de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives a évalué le statut des 18 pays qui n'avaient pas réussi à achever à la date qui leur avait été assignée en 2008 (le 9 mars) la vérification externe de leur progrès sous l'égide de l'initiative globale pour la transparence.

Le Conseil de l'ITIE a rejeté l'option d'accorder une prolongation générale du délai à tous les pays, conscient que la crédibilité de l'initiative dépend de sa capacité à respecter ses propres règles. Mais il a donné une suite favorable à 16 demandes de prolongation, après une révision pays par pays qui a mis en relief les difficultés rencontrées pour aller au bout du processus de validation. Une prolongation a été accordée aux cas où le Conseil a jugé ces difficultés « imprévisibles et exceptionnelles ».

« Le Conseil n'a pas pris à la légère l'octroi de prolongations. La responsabilité revient aux pays de montrer qu'ils sont effectivement capables de respecter leur engagement dans la limite du temps fixé » a expliqué Radhika Sarin, coordinatrice internationale de Publiez Ce Que Vous Payez et membre du Conseil. « Lors de la prochaine réunion du Conseil, ces pays seront soumis à un examen rigoureux qui permettra d'éliminer toute tentative de profiter de l'image ITIE sans en remplir les critères ».

Les six mois à venir sont cruciaux : le Conseil devra démontrer qu'il peut être le garant des progrès nécessaires à la réussite de l'Initiative par l'obtention de résultats concrets.

Toutefois, à deux reprises – pour la Guinée Equatoriale et Sao Tomé et Príncipe – le Conseil a considéré qu'il manquait les éléments pouvant justifier une prolongation. Ces deux pays ont perdu leur statut de « candidat ».

Dans le cas de la Guinée Equatoriale, le manque de volonté politique a constitué le principal obstacle au progrès. « La Guinée Equatoriale n'a pas fait preuve d'un engagement suffisant pour s'approprier les objectifs et l'esprit de l'initiative » a déclaré Alfred Lahai Brownell, militant de Publiez Ce Que Vous Payez au Libéria et membre du Conseil. « Néanmoins, toutes les parties prenantes devraient maintenir leurs efforts et la Guinée Equatoriale être encouragée à renouveler son engagement en faveur de la transparence ».

Sao Tomé et Príncipe a également perdu son statut de candidat. La production de pétrole n'ayant pas encore commencé sur l'île, le processus ITIE se trouve de fait suspendu depuis un certain temps.

La Mongolie, riche pays minier, a vu approuver son rapport de validation. Le Conseil a renouvelé son statut de pays candidat et reconnu que le pays est proche de la conformité. Cela signifie qu'une série de mesures correctives devront être entreprises pendant les six prochains mois, avant de procéder à une nouvelle évaluation de conformité. L'Azerbaïdjan et le Libéria ont été reconnus conformes en 2009.

« Les pays candidats à l'ITIE ont reçu un signal clair » a affirmé Radhika Sarin. « Les membres de la coalition PCQVP, qui participent activement dans les groupes multipartites nationaux et veillent au respect de l'esprit de l'initiative, vont continuer leurs efforts pour réclamer une mise en œuvre robuste et porteuse de sens de l'ITIE dans tous les pays qui se sont engagés dans le processus. »

###

Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) est une coalition internationale de plus de 350 organisations de la société civile qui œuvrent pour la transparence et la redevabilité dans les industries pétrolière, gazière et minière. www.publishwhatyoupay.org